



LOMÉ, TOGO
6-9 DÉCEMBRE 2022



www.food-security.net

38^E RÉUNION ANNUELLE

RELEVÉ DES CONCLUSIONS

L'urgence d'agir face aux crises interconnectées (sécuritaires, pastorales et rurales, économiques- flambée des prix...) fragilisant les moyens d'existence et la résilience alimentaire des populations vulnérables et menaçant l'avenir de milliers de communautés agropastorales.

Placée sous les auspices des Commissions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la réunion annuelle rassemble les principales parties prenantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région (ministres et autres représentants, responsables des organisations régionales, société civile et secteur privé, partenaires techniques et financiers). Elle est co-organisée par le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE).

1. Ouverte par son Excellence Madame Victoire TOMEGA-DOGBE, Premier Ministre de la République Togolaise, la réunion a rassemblé 265 participants en virtuel et en présentiel. Elle a examiné les résultats prévisionnels de la campagne agropastorale 2022-2023 ainsi que la situation alimentaire et nutritionnelle. Elle a fait le bilan des plans nationaux de réponse à la crise alimentaire 2022. Les initiatives relatives au nexus humanitaire-développement-paix (HDP), à la résilience des populations les plus vulnérables et la gouvernance régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) ont été discutées. Enfin, les participants ont débattu des liens entre les crises pastorales, les crises sécuritaires et la résilience alimentaire et nutritionnelle.
2. La campagne agropastorale 2022-2023 a été globalement satisfaisante. La production céréalière prévisionnelle est estimée à 76.4 millions de tonnes ; soit une hausse de 7% par rapport à l'an passé et de 6%, par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le bilan céréalier net est globalement positif ; il affiche une disponibilité de 198 kg/personne/an contre une moyenne quinquennale de 184 kg/personne/an. La production de racines et de tubercules, évaluée à 208.5 millions de tonnes, est en hausse de 2% et de 9%, respectivement par rapport à celle de l'année dernière et à la moyenne quinquennale. Les cultures de rente (niébé, arachide, soja, sésame) enregistrent également de bonnes performances à l'exception du coton dont le volume de production de 3.25 millions de tonnes, est en baisse de 12.5% par rapport à la moyenne

quinquennale. La production fourragère est globalement bonne, mais les violences sécuritaires en limitent l'accès. Par ailleurs, l'accentuation des feux de brousse détruit une bonne partie du fourrage.

3. Toutefois, les membres du Réseau attirent l'attention des décideurs politiques sur la persistance de facteurs menaçant l'accès des plus vulnérables à une alimentation et à une nutrition adéquates :
 - » L'insécurité continue d'engendrer d'importants flux de personnes déplacées internes (DPI) : plus de 6.1 millions de personnes dont 3.1 millions au Nigeria et près de 2 millions au Burkina Faso. Outre leurs conséquences alimentaires et humanitaires immédiates, ces violences privent les populations de leurs capitaux de production: terres, bétail, pâturages, ressources en eau, etc. La résilience de milliers de communautés agropastorales est menacée ;
 - » L'accès des plus vulnérables aux aliments continue de se dégrader. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 36% par rapport à la moyenne quinquennale. L'inflation est de 18% en moyenne, dans un contexte défavorable mêlant la dépréciation des devises locales, les restrictions à l'exportation de produits vivriers imposées par certains pays et les conséquences de la guerre en Ukraine ;
 - » Plus globalement, la région fait face à des crises complexes interconnectées (alimentaires, sécuritaires, sanitaires, socio-économiques, etc.) nécessitant des instruments d'intervention innovants et surtout des engagements politiques et financiers forts dans la durée.



Secrétariat du
Club DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES
POUR UNE VIE MEILLEURE

4. Près de 28.9 millions de personnes ont actuellement besoin d'une assistance alimentaire d'urgence, dont 17 millions au Nigeria, pays où l'analyse des personnes en insécurité alimentaire couvre désormais 27 États sur les 36. Si des réponses efficaces ne sont pas mises en œuvre, 41.9 millions de personnes pourraient être en insécurité alimentaire pendant la période de soudure en juin-août 2023, dont 25.3 millions au Nigeria. Parmi elles, 25 500 personnes seraient en situation de catastrophe : 20 000 au Burkina Faso, 4 000 au Nigeria et 1 500 au Mali. La malnutrition aigüe des enfants dépasse le seuil d'urgence (15%) au Sénégal, en Mauritanie, au Niger et au Nord-Est du Nigeria.

5. C'est pourquoi, les membres du Réseau recommandent aux États d'accélérer la formulation et la mise en œuvre des plans de réponse, y compris des mesures spécifiques d'atténuation dédiées aux personnes actuellement sous pression évaluées à 76.2 millions. Ils les encouragent à faciliter l'accès aux organisations humanitaires pour les interventions d'urgence dans les zones fortement affectées par la crise alimentaire mais d'accès difficile; à lever les restrictions aux exportations de produits vivriers; à poursuivre et renforcer les actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition, et à mettre en œuvre des politiques en faveur du pouvoir d'achat et de la résilience alimentaire et nutritionnelle des personnes vulnérables. Ils encouragent également les États et leurs organisations intergouvernementales (CEDEAO, UEMOA, CILSS) à s'investir davantage dans la recherche de solutions durables au problème des engrais dont l'essentiel de la production régionale est exporté hors du continent.

6. Les membres du Réseau attirent l'attention des pouvoirs publics sur l'urgence d'agir face aux crises interconnectées (sécuritaires, pastorales et rurales, économiques - flambée des prix...) fragilisant les moyens d'existence et la résilience alimentaire des populations vulnérables et menaçant l'avenir de milliers de communautés agropastorales. Les tensions sécuritaires sont une menace pour la jeunesse agropastorale en perte de repères et en quête d'opportunités. Cette situation met en exergue la nécessité :

- » De refonder la gouvernance des territoires agropastoraux, autour des acteurs locaux, y compris les organisations professionnelles agropastorales et les gouvernements locaux; la nécessité de la co-construction et la co-mise en œuvre des politiques publiques ;
- » De mettre en œuvre des politiques d'optimisation de l'économie agropastorale, alimentaire et informelle, pourvoyeuse d'opportunités d'emplois pour la jeunesse en général ;
- » De renforcer les mécanismes locaux de dialogue, de consolidation de la paix et de gouvernance à même d'impulser un nouveau contrat social favorable à un développement inclusif dans les territoires agropastoraux ;
- » Pour les partenaires de définir des instruments de financement innovants et flexibles ; d'outils d'intervention directs aux initiatives locales adaptés aux contextes de crise.

7. Faisant le suivi de la [réunion de haut niveau](#) du 6 avril 2022 sur les crises alimentaires et nutritionnelles, les participants saluent l'engagement de la communauté internationale, qui, sur une promesse initiale de 2.5 milliards d'euro, a permis de mobiliser 4.58 milliards d'euro dont 1.9 milliards d'euro pour les

besoins d'urgence 2022 et 2.67 milliards pour les interventions de développement. Ils rappellent cependant que les interventions structurantes auront un effet dans plusieurs années et exhortent les partenaires à renforcer et à concrétiser leurs engagements au regard de l'immensité des défis . Les membres du Réseau saluent également les progrès réalisés par les pays de la ligne de front sécuritaire (Burkina Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria et Tchad) dans l'opérationnalisation du nexus humanitaire-développement-paix (HDP). Ils les encouragent à accélérer la cadence et à partager les enseignements tirés de leur expérience dans la perspective de l'extension de l'approche en 2024 au reste des pays de l'espace Sahel et Afrique de l'Ouest.

8. En matière de prévention des crises alimentaires, les membres du Réseau encouragent les gouvernements à :

- » Mettre en œuvre des politiques de renforcement de la durabilité et de la résilience des systèmes alimentaires, y compris pour ce qui concerne la dégradation des ressources naturelles et le pouvoir d'achat des plus vulnérables ;
- » S'investir dans la mise en œuvre des feuilles de route définies par le Réseau pour le renforcement des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que de leurs capacités de maîtrise des déterminants liés à la stabilité des productions vivrières locales et à l'accessibilité alimentaire – et ce conformément aux engagements de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires (Charte PREGEC).

Ils saluent également l'investissement du gouvernement du Cabo Verde dans des programmes structurants de protection sociale, de systèmes alimentaires durables en faveur de la résilience des plus vulnérables. Enfin, les membres invitent la CEDEAO, l'UEMOA, le CILSS, le CORAF et leurs partenaires à fédérer leurs efforts pour optimiser la contribution de la recherche et de l'innovation agricole à la durabilité des systèmes alimentaires, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et aux prises de décisions politiques.

9. Discutant des expériences et bonnes pratiques préventives aux crises alimentaires et de renforcement de la gouvernance SAN, les participants saluent les efforts du gouvernement togolais en matière de dynamisation des systèmes alimentaires et de renforcement de la résilience, à travers des politiques incitatives audacieuses pour les chaînes de valeurs agropastorales, y compris le financement et le foncier agricole. En dépit du contexte économique difficile, ils encouragent les États de la région à maintenir et à renforcer leurs engagements politiques et financiers en faveur de la durabilité des systèmes alimentaires et de la résilience des personnes les plus vulnérables.

10. Les participants conviennent des projets de dates suivantes pour les prochaines réunions du Réseau : (i) Réunion restreinte (12-14 avril 2023) ; (ii) 39e réunion annuelle (5-8 décembre 2023)

Lomé, le 9 décembre 2022

Les participants à la 38^e réunion annuelle du RPCA